

VERS UNE ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE FONDÉE SUR LES TECHNOLOGIES DE POINTE ET À FAIBLE CROISSANCE ÉNERGÉTIQUE

Le "cycle de Lisbonne" 2008-2010: les lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi

Ce sont les "lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi" qui constituent le principal instrument de mise en œuvre par l'UE de sa stratégie de Lisbonne. Après la révision de la stratégie de Lisbonne en 2005 et au terme de la première phase des lignes directrices intégrées en 2007, un deuxième cycle est en cours jusqu'en 2010.

En 2007, le rapport stratégique de la Commission proposait de ne pas modifier les lignes directrices intégrées. Il se concentrait sur la mise en œuvre, du fait que les États membres n'avaient pas tous fourni les mêmes efforts de réforme.

Les votes essentiels et nos succès

Le groupe socialiste a demandé que l'on procède à une véritable mise à jour des lignes directrices et il a obtenu le soutien du Parlement européen. Un mois avant le sommet européen du printemps 2008, le Parlement européen a demandé aux gouvernements de l'UE et à la Commission de tenir compte des nouveaux défis, notamment l'instabilité des marchés financiers, le changement climatique et la nécessité de l'inclusion sociale. Le rapport parlementaire a été adopté par une majorité écrasante: 519 voix contre 102.

Par cette victoire, le groupe socialiste a obtenu le soutien du Parlement pour:

- un lien plus étroit entre la stabilité économique, le développement durable, l'inclusion sociale et l'accroissement de l'emploi, ainsi qu'une meilleure coordination économique;
- plus d'investissements publics et privés de haute qualité dans la recherche et le développement et des systèmes d'éducation de bonne qualité, y compris un apprentissage tout au long de la vie ouvert à tous;
- une modernisation de l'économie dans le respect de l'environnement en favorisant l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables;
- une meilleure régulation des fonds spéculatifs et des marchés financiers;
- la prise en compte des gains de productivité dans les négociations salariales;
- des services sociaux de bonne qualité, à un prix abordable et accessibles à tous;
- l'amélioration du processus de gouvernance de la stratégie de Lisbonne, notamment une meilleure évaluation des progrès sur la voie des réformes, tant dans les États membres qu'au niveau de l'UE, un renforcement des liens entre le Parlement européen et les parlements nationaux et une coopération étroite avec les partenaires sociaux, les autorités régionales et locales et la société civile dans l'élaboration des programmes nationaux de réforme.

Malgré cela, le Conseil européen de mars 2008 a confirmé la position de la Commission avec des modifications mineures qui ne répondaient que partiellement aux priorités du groupe socialiste.

Les domaines où nous avons joué un rôle moteur

Le groupe socialiste s'est engagé, avec succès, en faveur d'un débat public sur la nécessité de relancer l'Europe sociale autour de cinq revendications politiques qui restent pour le groupe une priorité absolue:

- **plus** d'inclusion sociale et de protection sociale;
- des normes sociales minimales **contraignantes** afin de sauvegarder la dimension sociale du marché intérieur; la nécessité de telles normes a été mise en évidence par l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes dans l'affaire Laval;
- **une attention accrue** au rôle économique et social que jouent des services publics universels, accessibles et durables;
- des investissements publics et privés de haute qualité et **coordonnés**, surtout dans la recherche, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables, l'éducation et les services sociaux; et
- la **pleine** transparence et honnêteté des marchés financiers, avec une réexamen de leur cadre réglementaire et de leur influence sur l'économie réelle.

Nos prochains objectifs politiques

Dans le cadre des réflexions sur le suivi de la stratégie de Lisbonne en 2009 et sur la stratégie "post-Lisbonne" à partir de 2010, le groupe socialiste souligne que la crise financière et économique actuelle montre que les instruments de politique économique dont dispose l'Europe ne sont pas encore suffisamment

développés pour répondre aux défis que nous allons devoir affronter et que nous devons donc continuer à lutter notamment pour:

- **un réexamen et une mise à jour des principaux instruments de politique**, notamment les lignes directrices intégrées, le Pacte de stabilité et de croissance et la stratégie en faveur du développement durable, afin de les intégrer dans le cadre d'un "New deal pour une croissance intelligente" dans l'Union européenne;
- **la nécessité de recentrer les lignes directrices intégrées dans le contexte d'un ralentissement économique**; nous insistons pour que le Conseil adopte des mesures à court terme visant à maintenir le taux d'emploi de 2008, à investir dans la lutte contre le changement climatique et à garantir des revenus suffisants, surtout pour les groupes les plus vulnérables de la société; nous demandons à la Commission de prendre des initiatives et de présenter des propositions en ce sens en temps utile pour le prochain sommet de printemps sur la stratégie de Lisbonne;
- **une réponse coordonnée au niveau de l'UE**, qui est plus nécessaire que jamais, sur la base d'une compréhension commune des problèmes et de l'adoption de mesures communes, en tenant compte d'une certaine spécificité nationale; les lignes directrices intégrées devraient tracer un cadre global pour une coordination plus étroite des politiques économiques afin d'aligner les instruments mis en œuvre dans les différents États membres, comme par exemple les programmes nationaux de réforme et les plans nationaux de relance; les programmes de stabilité et de convergence et les programmes nationaux de réforme pourraient être présentés simultanément, les grandes orientations des politiques économiques pourraient comporter des objectifs budgétaires communs compatibles avec le volet préventif du Pacte de stabilité et de croissance;
- **un programme "Lisbonne Plus" devrait reprendre l'architecture générale de la stratégie actuelle de Lisbonne** (compétitivité et écologisation des industries européennes, plus d'emplois de meilleure qualité, inclusion sociale, durabilité) mais il faut présenter une approche plus homogène et synergique permettant d'accroître de manière significative la capacité européenne de gouvernance économique ainsi que de renforcer la dimension extérieure de l'agenda européen de réforme, en prévoyant des normes élevées, un cadre réglementaire approprié et des méthodes de travail coopératives afin de collaborer avec d'autres acteurs économiques internationaux et de faire face aux défis mondiaux.